Extrait du Alger républicain
http://alger-republicain.com/Greve-des-enseignants-de-l.html

Grève des enseignants de l'Éducation. Pour la dignité et le pouvoir d'achat.

- Luttes sociales en Algérie -

Date de mise en ligne : dimanche 21 mars 2010

Description :

Depuis le 24 février, les enseignants du primaire, du moyen et du secondaire ont repris leur mouvement de grève à l'appel ou avec le soutien de différents syndicats autonomes : CNAPEST, UNPEF, SNAPEST, CLA, SATEF, SNTE, etc.

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Depuis le 24 février, les enseignants du primaire, du moyen et du secondaire ont repris leur mouvement de grève à l'appel ou avec le soutien de différents syndicats autonomes : CNAPEST, UNPEF, SNAPEST, CLA, SATEF, SNTE, etc.

Malgré le fait que les enseignants soient partis en rangs dispersés dans la bataille ou que certains d'entre eux aient marqué leur réserve sur la forme, malgré aussi des visions d'appareils qui commencent à se faire jour au sein de certains syndicats soucieux d'étouffer l'existence de syndicats « concurrents » moins médiatisés, malgré toutes ces petites divisions dont les enjeux et les finalités ne sont pas encore clairs, les enseignants ont massivement arrêté les cours.

Jamais unanimité n'avait été à ce jour observée à un degré aussi élevé par l'ensemble du corps enseignant. Cette réaction est une réaction pour la dignité. Ce sont les responsables du ministère de l'Education qui l'ont provoquée en publiant des chiffres difficilement vérifiables sur les salaires, les indemnités et les rappels qui seront servis prochainement aux enseignants, pour faire croire à l'opinion que ceux-ci seront bien payés et qu'en conséquence leur grève ne se justifie pas. Les responsables du gouvernement ont fait preuve d'une grossièreté sans pareille en voulant dresser ouvertement les parents d'élèves et la population contre une catégorie de fonctionnaires présentés comme des privilégiés. Ils ont obtenu l'effet contraire de celui qu'ils recherchaient. C'est dire à quel point ils n'ont pas le sens des réalités et sont complètement en opposition avec le peuple et les salariés.

A un moment où les scandales des grosses affaires de corruption et leurs implications aux niveaux très élevés du pouvoir font la « Une » de la plupart des journaux et se trouvent au centre des commentaires des citoyens, la publication de la grille des rémunérations des enseignants, les propos insultants du secrétaire général du Ministère, ne font que confirmer les travailleurs dans leur conviction qu'il n'y a vraiment rien à attendre de ce pouvoir. La seule façon de se faire entendre est de se mettre en grève. Les « preneurs d'élèves en otages » ne se trouvent pas dans le camp des enseignants mais dans celui d'un régime qui a fini d'étaler depuis bien longtemps son caractère antipopulaire et son mépris pour celui qui ne vit que de son travail manuel ou intellectuel.

Mécontentement et impatience des enseignants alimentés par les tergiversations du ministère.

Ce dernier s'était engagé en novembre à étudier leurs revendications et à leur donner satisfaction dans des délais rapides. Le gouvernement avait reculé sur les indemnités et admis l'effet rétroactif de leur augmentation à partir du 1 er janvier 2008. Cet engagement avait amené les syndicats à appeler en novembre à la suspension de la grève.

Au moment où la grève a repris ce 24 février, le ministère en était encore à faire des promesses. Le gouvernement pensait peut être depuis novembre que le match de qualification Algérie-Egypte pour le Mondial 2010 allait avoir pour effet d'assoupir complètement la vigilance des enseignants. Une appréciation qui s'est avérée superficielle, aucun enseignant n'ayant été disposé à sacrifier ses intérêts matériels légitimes contre une victoire de l'équipe nationale de football à Khartoum.

Les revendications avancées par les syndicats autonomes portent sur la revalorisation des salaires et des indemnités, la promotion de la médecine du travail, la gestion des oeuvres sociales par les représentants des syndicats autonomes représentatifs et non plus par la FTEC/UGTA, syndicat du pouvoir sans base et complètement discrédité,.

question des régimes indemnitaires et du montant des indemnités est devenue ces dernières années la question centrale de la lutte des différents corps de la fonction publique pour la défense de leur pouvoir d'achat et la revalorisation de leur place dans la société par rapport à une échelle qui privilégie les hauts cadres du régime et les

Copyright © Alger républicain

milliardaires spéculateurs, parvenus et ignares chouchoutés par ce régime.

Depuis des années le pouvoir a manoeuvré pour fragmenter les fonctionnaires. Son arme a été le refus de revoir l'indice des salaires et la multiplication des statuts particuliers pour casser les solidarités. Dans le régime de la fonction publique, les salaires sont hiérarchisés en fonction des niveaux de qualification et des postes occupés. Toute revalorisation du point indiciaire bénéficie automatiquement à tous les corps de fonctionnaires, les écarts entre corps et grades étant maintenus. Depuis l'ère des « réformes » et la paupérisation qu'elles ont provoquée, les fonctionnaires n'arrivent plus à réagir « tous ensemble » et « en même temps ». Chaque corps se manifeste en fonction de son degré de concentration, de l'importance de son poids numérique, de ses traditions de lutte, de son degré de qualification qui le rend incontournable dans les négociations ou « remplaçable et jetable » selon le bon vouloir des dirigeants.

Le pouvoir a cru trouver la parade inattaquable : dès qu'un corps de fonctionnaire se met en grève et se montre intraitable, il lui accorde des primes et indemnités tout en évitant de modifier la valeur du point indiciaire. Cette méthode a été inaugurée en 1991-1992 avec la grève des enseignants universitaires. Avec le temps, l'astuce a fini par se retourner contre le gouvernement. Les luttes se concentrent sur l'exigence d'une forte augmentation des indemnités et la multiplication des différents types d'indemnités, au point d'ailleurs que le système de rémunération de la fonction publique tend à se transformer en véritable labyrinthe dans la jungle. L'indignation s'est transformée en révolte générale devant le constat que les policiers, les militaires, les magistrats, les hauts fonctionnaires, bref « la société utile » bénéficient sans grève de fortes augmentations, au prétexte qu'il faut récompenser les serviteurs de l'État et « les mettre à l'abri des tentations ».

ce qui attise l'indignation des enseignants c'est le sentiment bien enraciné au sein des masses que les dirigeants « n'ont pas les pieds sur la braise » et « ne ressentent donc pas la brûlure des flammes ». Leurs enfants sont placés, pour la plupart d'entre eux, dans des écoles privées qui ne connaissent pas les grèves. Leurs hauts salaires le leur permettent. Grève ou pas, ils ne sont pas tellement concernés par le mécontentement des enseignants.

Cela explique que le pouvoir n'est pas intéressé par un dialogue constructif. Il sort le gourdin dès qu'il se croit en position de force comme on vient de le voir avec la décision de la justice de déclarer la grève illégale, une justice qui ne jouit d'aucune indépendance véritable, si tant est que la justice peut être indépendante dans le traitement des questions sociales et est d'un point de vue de principe qualifiée pour statuer sur leur objet.

.

Kader Badreddine

Post-scriptum :

Article publié dans la version papier Alger républicain de mars-avril 2010, disponible dans certains kiosques d'Alger, Tizi Ouzou, Bejaïa, Oran, Constantine.

Copyright © Alger républicain